

Ventes de véhicules au Canada et aux États-Unis —janvier 2021

CANADA

En janvier au Canada, les ventes d'automobiles se sont ralenties, puisque les restrictions imposées pendant la COVID-19 ont pesé sur les achats. DesRosiers Automotive Consultants Inc. estime que les ventes de véhicules neufs ont baissé de 17,4 % sur un an. En chiffres désaisonnalisés, les ventes ont reculé d'environ 6 % sur un mois. (Cet indicateur justifie une mise en garde, puisqu'il ne comprend que le rapport trimestriel des constructeurs de l'équipement d'origine.) Puisque la grande majorité de l'économie canadienne a été soumise à de rigoureuses restrictions durant la COVID-19 pour l'essentiel du mois, le ralentissement de janvier n'est pas alarmant. Même si les concessions automobiles ont ouvert leurs portes, de nombreux Canadiens ont probablement décidé de reporter leurs achats. Cette léthargie est probablement transitoire et pourrait avoir pour effet de pentifier la demande dans les mois à venir. Elle met toutefois en lumière la possibilité que les ventes mensuelles restent volatiles dans les prochains trimestres, puisque la COVID-19 continue de circuler dans les collectivités et que les pénuries de stocks freinent les ventes d'automobiles. Par ailleurs, les indicateurs économiques continuent de surclasser les prévisions consensuelles : le PIB de novembre a été révisé considérablement à la hausse la semaine dernière, alors que selon les prévisions de décembre, les attentes sont bien orientées; en novembre, les ventes au détail (selon les dernières données publiées) ont été plus solides qu'attendu (1,3 % sur un mois), alors que les pertes d'emplois de décembre n'ont pas été pires qu'escompté à la lumière des confinements qui ont commencé dans ce mois. Le Conference Board a annoncé une autre hausse de la confiance des consommateurs en janvier, ce qui est de bon augure pour les ventes d'automobiles et ce qui surpasse pour la première fois les niveaux de mars 2020. Nous restons fidèles à nos prévisions pour un vigoureux rebond à 1,8 million d'exemplaires en 2021, en pondérant les améliorations vers le deuxième semestre de l'année, lorsque les campagnes de vaccination seront généralisées et que les parcs automobiles seront remis en service avec la reprise du tourisme. Ces prévisions risquent d'être haussées, notamment en raison du raffermissement des programmes d'aide qui sous-tendent la reprise des deux côtés de la frontière, mais aussi grâce aux baisses toujours considérables liées à la trajectoire de la pandémie et à la capacité de vacciner efficacement et rapidement un nombre suffisant de citoyens.

ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, les ventes d'automobiles ont poursuivi leur élan en janvier malgré les vents contraires de la pandémie, en inscrivant une hausse de 2,5 % sur un mois (en données désaisonnalisées). Cette hausse donne suite à un relèvement de 3,3 % sur un mois dans les achats de décembre. Les ventes se sont établies à peine 3,7 % de moins que les niveaux de janvier 2020. Essentiellement comme dans la première vague de COVID-19, ni les restrictions obligatoires du gouvernement, ni les restrictions auto-imposées n'ont fait souffler de vents contraires majeurs (du moins par rapport à d'autres pays) sur les ventes d'automobiles au détail. Vers la fin du mois, les restrictions étaient déjà assouplies dans les marchés majeurs comme la Californie, et essentiellement, de nombreux Américains ont reçu des chèques d'aide de 600 \$ US et peuvent à juste titre espérer plus. Le Conference Board a annoncé une hausse de presque un point de pourcentage des intentions d'achat d'automobiles (à 10,7 %) en janvier. Le moral des consommateurs sera probablement ragailardi encore dans les mois à venir grâce à l'aide supplémentaire offerte aux ménages et aux prestations d'assurance-emploi prolongées, ce qui est contraire aux attentes voulant que les campagnes massives de vaccination s'éternisent. Dans les prévisions consensuelles, on s'attend aussi à ce que la croissance de l'emploi reprenne en janvier après avoir plongé en décembre, puisque les demandes de prestations d'assurance-emploi ont baissé vers la fin du mois. La vigueur de la reprise des ventes d'automobiles comporte ses propres difficultés, puisque la production est décalée (au début à cause de la pandémie et aujourd'hui pour des raisons de microplaquettes informatiques), ce qui donne lieu à des déficits de stocks qui devraient durer au moins pendant tout le premier trimestre. Grâce à l'acquis solide de 2020 et parce que l'année 2021 a commencé en force, nous avons révisé à la hausse nos prévisions de ventes pour 2021 à 16,7 millions d'exemplaires, ce qui tient compte des répercussions des nouvelles mesures de relance sur la consommation américaine. Cette prévision comporte des risques de baisse, qui sont surtout liés aux risques pandémiques.

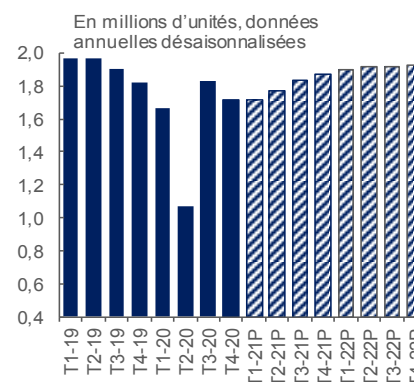
RENSEIGNEMENTS

Rebekah Young, première directrice, Politiques économiques provinciales et fiscales
 416.862.3876
 Scotiabank Economics
rebekah.young@scotiabank.com

Ventes de véhicules au Canada et aux États-Unis			
	Déc '20	Jan '21	Cumul annuel
(évolution en % sur un an en données non désaisonnalisées)			
Canada	-2,6	-17,4	-17,4
É.-U.	6,1	-3,7	-3,7
(évolution en % sur un mois en données désaisonnalisées)			
Canada	2,4	-6,0	-16,9
É.-U.	3,3	2,5	-1,5

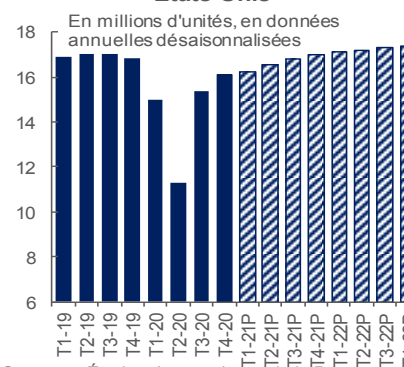
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Wards Auto, DesRosiers Automotive Consultants Inc.

Ventes de véhicules légers au Canada



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, DesRosiers Automotive Consultants Inc.

Ventes de véhicules légers aux États-Unis



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Wards Automotive Group.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont

Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.